

Mission Multidimensionnelle
Intégrée des Nations Unies
pour la Stabilisation en
République Centrafricaine



United Nations
Multidimensional Integrated
Stabilization Mission in the
Central African Republic

MINUSCA

NOTE D'INFORMATION

DES AVANCEES ENREGISTREES DANS LE PROGRAMME DDR EN CENTRAFRIQUE

Bangui, le 15 mars 2017 – Des avancées ont été enregistrées dans le cadre du programme national de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Réintégration (DDRR) des groupes armés, c'est ce qui ressort de la conférence de presse tenue ce mercredi 15 mars au Siège de la MINUSCA, à Bangui, conjointement animée par le Coordonnateur général du programme national du DDRR à la Présidence de la République, le Colonel Noël Bienvenu Selesson, et la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, en charge des Affaires politiques et des questions de protection des civils, Diane Corner.

« Tous les documents techniques sont disponibles ainsi que la mobilisation des fonds. Aujourd'hui, nous savons qu'il nous faut 45 millions USD pour tout le programme. Nous avons eu des promesses pour 20 millions USD, nous avons un gap de 25 milliards de FCFA. Aujourd'hui, nous savons que le programme concerne 7 000 ex-combattants (dont 1500 enfants associés aux groupes armés, 500 mercenaires étrangers et environs 1000 ex FACAs) et s'étale sur une durée de 39 mois », a déclaré le Colonel Noël Bienvenu Selesson. Il a également rappelé que la présidence

Bureau de la Communication et de l'information publique

maintient le dialogue avec les groupes armés, en vue de leur participation et implication dans le processus, faisant valoir que les comités stratégiques, techniques ainsi que le comité consultatif ont été mis en place et sont déjà fonctionnels.

Sur 14 groupes armés répertoriés en Centrafrique, 12 prennent déjà part au Comité consultatif du DDRR. « *Nous pensons que lors de la prochaine réunion, les deux groupes réticents y prendront part, car le FPRC de Nourredine Adam et la branche Mokom des Anti-Balaka ont déjà désigné leurs représentants à ce comité* », a souligné le Colonel Selesson. Autre précision importante apportée par le Coordonnateur général du programme national du DDRR à la Présidence de la République, le programme du DDRR n'est pas une prime à l'impunité car « *la justice est indépendante et fera son travail* ». Et d'insister que « *le DDRR est volontaire, et la solution à la crise n'est pas forcément armée* ».

De son côté, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Diane Corner, a rappelé que les ressources mobilisées seront utilisées au lancement officiel de ce programme. « *Nous ne pouvons pas dépenser cet argent tant que le programme n'a pas démarré. De par le passé dans ce pays, il y avait eu des fonds destinés au DDR qui n'avaient pas été utilisés à cet effet, ce qui a conduit à des troubles, et c'est ce qu'il faut éviter* », a-t-elle insisté. Diane Corner a également réitéré l'appui de la MINUSCA aux autorités centrafricaines afin de mener à bien le programme. « *Nous avons été ensemble à Londres, à Bruxelles (...) nous continuons de travailler ensemble, et nous sommes assez confiants qu'ensemble nous allons aboutir à un résultat satisfaisant dans ce processus* », a-t-elle soutenu, rappelant que la MINUSCA soutient à hauteur de 3 millions de dollars américains la phase de réinsertion du processus DDRR.

La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique a par ailleurs réitéré la nécessité de lutter contre l'impunité en Centrafrique, afin de mettre un terme au cycle de violence dans le pays. « Ce pays a connu de longues années d'impunité », a-t-elle déploré, réaffirmant que la machine judiciaire est en marche, notamment avec la mise en place de la Cour pénale spéciale, même si cela devra prendre du temps. En ce qui concerne l'arrestation de criminels, Diane Corner a souligné que *« même si on n'a pas de jugement en ce moment, cela ne veut pas dire que le processus n'est pas en cours. Bientôt nous allons publier la cartographie des crimes commis dans le pays depuis 2003 ; ce qui est un progrès non négligeable »*.